



L'assouplissement quantitatif de la BCE

Le programme d'« assouplissement quantitatif » ou « Quantitative Easing » (QE) décidé par la Banque centrale européenne lors du Conseil des gouverneurs du 22 janvier et qui a débuté le 9 mars 2015 portera sur des titres en euros du secteur public sur le marché secondaire pour une valeur de 60 milliards d'euros par mois. Il devrait s'étaler jusqu'en septembre 2016 pour atteindre un total cumulé de plus de 1 100 milliards d'euros. Dans un document mis en ligne sur son site Internet, la BCE s'est attachée à répondre aux questions fréquentes posées sur ce programme d'achat d'actifs. A travers cette opération sans précédent pour elle, la BCE s'inscrit dans le cadre de son mandat de maintien de la stabilité des prix, étant rappelé que « La BCE recourt à une définition symétrique de l'inflation : une forte hausse des prix est aussi dangereuse pour notre économie que la déflation. Dans la période actuelle de croissance atone et de faible inflation, le seul instrument du taux d'intérêt n'a pas suffi à ramener l'inflation vers un niveau proche de 2 %. » La BCE indique que le programme « aidera également les entreprises européenne à accéder plus facilement au financement, à accroître leurs investissements, à créer des emplois et, à ce titre, soutiendra la croissance économique globale ... ». Par ailleurs, la BCE rappelle que ce programme ne contrevient pas à l'interdiction d'un financement monétaire – interdiction à la quelle elle adhère totalement – puisqu'elle n'effectue pas d'achat de titres sur le marché primaire et n'achète des obligations « qu'après la formation d'un prix de marché ».

Questions fréquentes sur les achats d'actifs : <https://www.ecb.europa.eu/home/html/faqassetpurchaseprogramme.fr.html>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 – BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 5 mars 2015 à Nicosie, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE et est revenu sur les mesures de politique monétaire non conventionnelle annoncées. M. Draghi a déclaré lors de sa conférence de presse : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, [...] nous avons décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. En ce qui concerne les mesures de politique monétaire non conventionnelles, l'accent est mis désormais sur leur mise en œuvre. Dans le prolongement de nos décisions du 22 janvier 2015, nous commencerons, le 9 mars 2015, à acheter des titres en euros du secteur public sur le marché secondaire. [...] Comme nous l'avons précisé précédemment, les achats mensuels cumulés de titres des secteurs public et privé s'élèveront à 60 milliards d'euros. Ils devraient être effectués jusque fin septembre 2016 et seront en tout cas réalisés jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. [...] La situation sur les marchés financiers et le coût des financements externes pour l'économie privée ont continué à se détendre, aussi à la suite de nos précédentes mesures de politique monétaire. En particulier, les conditions d'emprunt appliquées aux entreprises et aux ménages se sont considérablement améliorées. [...] Dans un environnement marqué par l'amélioration de la confiance des chefs d'entreprise et des consommateurs, la transmission de nos mesures à l'économie réelle se renforcera, contribuant à une nouvelle amélioration des perspectives de croissance économique et une réduction de la sous-utilisation des capacités de production. Par ce biais, nos mesures contribueront à un retour durable de l'inflation vers un niveau inférieur à, mais proche de 2 % à moyen terme et conforteront l'ancrage solide des anticipations d'inflation à moyen et long terme. »

Déclaration introductive de Mario Draghi du 05/03/2015 : https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-declaration-introductive-mars-2015.pdf

2 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,2 % en janvier 2015, en baisse par rapport au taux de 11,3 % de décembre 2014 et à celui de 11,8 % de janvier 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis avril 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,8 % en janvier 2015, en baisse par rapport au taux de 9,9 % de décembre 2014 et à celui de 10,6 % de janvier 2014. Eurostat estime qu'en janvier 2015, 23,815 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,059 millions dans la zone euro. Par rapport à décembre 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 156 000 dans l'UE28 et de 140 000 dans la zone euro. Comparé à janvier 2014, le chômage a baissé de 1,820 million de personnes dans l'UE28 et de 896 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en janvier 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,7 %) ainsi qu'en Autriche (4,8 %), et les plus élevés en Grèce (25,8 % en novembre 2014) et en Espagne (23,4 %).

Actualités législatives

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2015-243 du 2 mars 2015 relatif à la notification, par voie électronique, aux établissements de crédit, aux sociétés de financement et aux organismes gérant des régimes de protection sociale de certains actes pris en vue du recouvrement de créances de toute nature. <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030308769&categorieLien=id>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

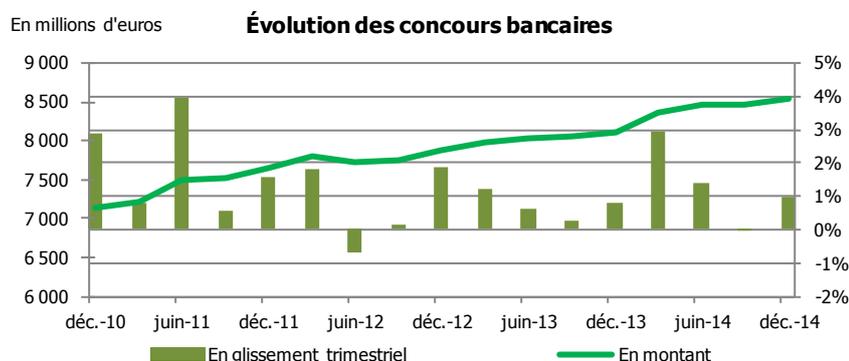
Des indicateurs financiers en progression en fin d'année

L'encours des crédits consentis à l'économie, qui totalise 8,5 milliards d'euros, croît légèrement au 4^e trimestre 2014 (+1,0 % contre +0,0 % à fin septembre 2014). Sur un an, le rythme de croissance s'accélère (+5,3 % après +2,9 % à fin décembre 2013 et +3,1 % à fin décembre 2012), mais reste en deçà de celui relevé en 2011 (+7,1 %).

Les crédits aux entreprises enregistrent une hausse modérée sur le trimestre (+0,5 %), l'augmentation des crédits d'investissement (+1,3 %) et des crédits immobiliers (+2,6 %) ne compensant pas le repli des crédits d'exploitation (-13,9 %).

Parallèlement, l'encours sain des crédits aux ménages est quasiment stable (+0,2 %), marqué par le recul des crédits à l'habitat (-0,2 %) et la progression des crédits à la consommation (+1,3 %). Les crédits alloués aux collectivités locales affichent pour leur part une croissance dynamique (+5,5 %).

À 7,6 milliards d'euros, la collecte nette d'actifs financiers est également en hausse (+1,9 % contre +0,4 % à fin septembre 2014), tirée par la croissance des dépôts à vue des entreprises (+15,3 %).



Un nouveau billet de 20 euros sera mis en circulation le 25 novembre 2015

La Banque centrale européenne (BCE) a récemment dévoilé le visuel du prochain billet de 20 euros qui entrera en circulation le 25 novembre prochain. Ce délai de 9 mois entre la présentation du billet et sa mise en circulation permet aux professionnels manipulant régulièrement ces billets de disposer d'une période suffisante pour se préparer à l'introduction de la nouvelle coupure. Le nouveau billet de 20 euros est le troisième de la série « Europe » qui remplace progressivement la première série des billets en euros introduite en 2002. Les billets de 5 et 10 euros de la série « Europe » ont été mis en circulation respectivement en mai 2013 et en septembre 2014. Le billet de 20 euros est l'une des valeurs les plus largement utilisées au sein de la gamme des billets en euros. Cette nouvelle coupure représente une avancée dans la technologie des billets de banque car elle comporte un signe de sécurité innovant : il s'agit d'une fenêtre portrait intégrée dans l'hologramme, faisant apparaître en transparence le portrait de la princesse Europe (personnage de la mythologie grecque). À l'instar des nouveaux billets de 5 et 10 euros, la nouvelle coupure de 20 euros comprend également un nombre émeraude, et tous les signes de sécurité propres à la série Europe.

Revenu salarial dans le secteur privé, des progrès vers la parité

Selon la récente publication de l'Insee, en Guadeloupe, dans le secteur privé en 2012, les femmes ont un revenu salarial inférieur de 16 % à celui des hommes, mais l'inégalité salariale réelle est estimée à moins 1 %. Depuis 1995, les écarts de revenu salariaux ont diminué, en lien avec la féminisation des cadres. Néanmoins, leur part importante parmi les employés pèse sur l'écart salarial. Source : <http://www.insee.fr>

Les récentes publications

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier la note « Tendances conjoncturelles » relative au 4^e trimestre 2014. Cette note est téléchargeable librement sur le site <http://www.iedom.fr/>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Signature de l'accord annuel du bouclier qualité-prix

Le 27 février 2015, l'accord annuel de modération des prix (dit "bouclier qualité-prix") a été signé entre le préfet Jacques Billant et différents représentants du secteur de la grande et moyenne distribution. Entré en vigueur en 2013, le bouclier qualité-prix est un dispositif de lutte contre la vie chère, qui s'articule autour d'un accord des prix pour une liste de produits de grande consommation. En 2015, le taux de remise consenti sur le panier bouclier qualité-prix par rapport à celui "hors bouclier qualité-prix" a été fixé entre 11,5 % et 14,5 % selon la taille du magasin. Entre 103 et 106 produits sont concernés.

Début de la récolte cannière

Après plusieurs reports, la récolte cannière en Guadeloupe continentale a débuté le 14 mars 2015 après la signature d'un protocole d'accord entre opérateurs de coupe et planteurs. Ce protocole d'accord comprend notamment une revalorisation salariale des opérateurs de coupe de 1 € par tonne pour la coupe à la machine, et de 1,5 € par tonne pour la coupe manuelle. À Marie-Galante, la récolte cannière a commencé le 9 mars.

Énergie positive : deux projets guadeloupéens retenus

Le projet de la CANBT (Communauté d'agglomération du Nord Basse Terre) et celui de la commune de Bouillante ont été retenus dans le cadre de l'appel à projet sur les territoires à énergie positive lancé en septembre 2014 par Ségolène Royal, la Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. Le projet de la CANBT comprend la réhabilitation énergétique du parc immobilier de six communes membres via une prise de participation dans des projets liés à l'éolien, au photovoltaïque et à la valorisation énergétique de déchets. Le projet de la commune de Bouillante est relatif à l'utilisation de la vapeur géothermique pour la production de froid dans les bâtiments administratifs.

Démolition et reconstruction du lycée de Baimbridge

Les travaux de démolition puis de reconstruction du lycée de Baimbridge devraient débuter en juin 2015 pour une durée de sept ans. Le coût total prévisionnel de cette opération est d'environ 170 millions € dont 20 millions € de participation de l'État. La Société d'économie mixte d'aménagement de la Guadeloupe (SEMAG) est le maître d'ouvrage délégué.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Saint-Martin : lancement de la phase opérationnelle des fonds européens

Le 7 mars 2015 a eu lieu à Saint-Martin la première réunion du comité de suivi des fonds européens FEDER et FSE relatifs à la période 2014-2020. Le programme opérationnel, approuvé le 18 décembre dernier, est ainsi entré dans sa phase opérationnelle. Contrairement à la précédente programmation, la Collectivité de Saint-Martin bénéficie désormais de son propre fond. L'autorité de gestion n'est plus la préfecture de Guadeloupe mais celle de Saint-Martin. Pour la période 2014-2020, 55 millions d'euros au titre du FEDER et du FSE seront alloués pour le développement économique de Saint-Martin. En parallèle, le programme opérationnel de coopération territoriale Saint Martin/Sint Maarten, dont le montant s'élève à 10 millions d'euros, entre également en vigueur

Sint Maarten : retour de la compagnie Arkefly

À partir de novembre 2015, la compagnie Arkefly, rebaptisée Arke, va à nouveau desservir l'aéroport Juliana côté néerlandais. La compagnie avait cessé d'assurer les liaisons avec Sint Maarten il y a six ans. La compagnie Arke espère faire partir chaque année 15 000 touristes en provenance des Pays-Bas à destination de Sint Maarten.

Région Caraïbe : augmentation du nombre de touristes

Selon l'Office du tourisme des Caraïbes (OTC) basé à la Barbade, le nombre de touristes dans le monde a augmenté de 4,7 % entre janvier et octobre 2014 pour s'établir à 978 millions. La région Caraïbe enregistre une progression de son nombre de touristes de 5,4 %. Elle se situe en deuxième position derrière l'Amérique (+7,8 %) et devant l'Asie et le Pacifique (+5,0 %). Les facteurs expliquant cette progression sont l'augmentation de la capacité d'accueil des avions (nombre de siège), le développement des installations aéroportuaires et la progression du nombre de chaînes hôtelières reconnues.

Source : <http://www.onecaribbean.org>

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Janvier	2015	129,0 126,5	-0,8 % -1,0 %	0,1 % -0,4 %	
Demandeurs d'emploi (Source : Dicccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Janvier	2015	57 100	-0,6 %	1,7 %	
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Janvier	2015	13,2 177,1	- -	-29,5 % -19,6 %	
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Février	2015	326	-14,4 %	-6,3 %	
Vulnérabilité des ménages (Source : Jedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Février	2015	19 414 406	0,4 % -11,0 %	-1,7 % -20,4 %	

INDICATEURS SECTORIELS						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Janvier	2015	190 881	6,3 %	0,0 %	
			Cumul annuel		190 881	-	0,0 %	
Trafic maritime (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes)		Janvier	2015	235 476	-8,5 %	-6,8 %	
	Nombre de passagers (entrées + sorties)				95 648	1,1 %	2,3 %	
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Février	2015	983	-27,8 %	-6,4 %	
			Cumul annuel		2 345	-	-2,5 %	
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Février	2015	15 146	0,1 %	-10,1 %	
			Cumul annuel		30 273	-	-13,2 %	

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Tendances conjoncturelles »

La dégradation de l'indicateur du climat des affaires (ICA) se poursuit au quatrième trimestre (-3,6 points). À 73 points, il se situe désormais à 27 points en deçà de sa moyenne de longue période. La baisse enregistrée depuis le second trimestre se poursuit sur les trois derniers mois de l'année. L'atonie de l'activité observée dans la majorité des secteurs, pèse sur les perspectives d'investissement à un an qui s'infléchissent de nouveau. L'opinion des chefs d'entreprise sur l'activité reste mal orientée pour le premier trimestre de l'année 2015. Cette tendance défavorable influe sur le marché du travail. Dans un contexte de légère baisse des prix, la consommation des ménages enregistre une évolution contrastée avec une baisse des importations de biens de consommation mais une hausse des importations des biens d'équipements électriques. L'investissement des entreprises connaît par ailleurs une situation dégradée avec des indicateurs toujours en retrait.



Publication : « Le tourisme en Guyane »

L'agence de l'IEDOM de la Guyane a publié le 16 mars une note éclairage sur le tourisme de la région. Cette dernière s'attache à analyser la place et l'évolution du secteur en Guyane. Cette étude rappelle également les défis auxquels est confronté le secteur touristique dans le cadre de son développement (attractivité du territoire, structuration de l'offre de produits touristiques...). Le tourisme récepteur en Guyane n'a qu'un poids modéré sur l'économie du territoire. L'industrie touristique regroupe 9,6 % des entreprises guyanaises en 2013 et l'offre d'hébergement se compose en 2014 de 263 établissements.

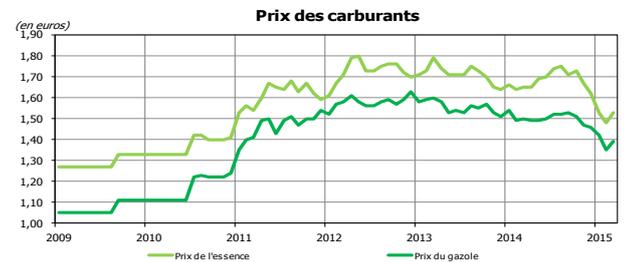
Des initiatives publiques ou privées ont été menées ou sont en cours afin d'améliorer la visibilité et l'aménagement touristique de la région, avec notamment un nouveau Schéma régional de développement du tourisme et des loisirs en Guyane approuvé en octobre 2013.



BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

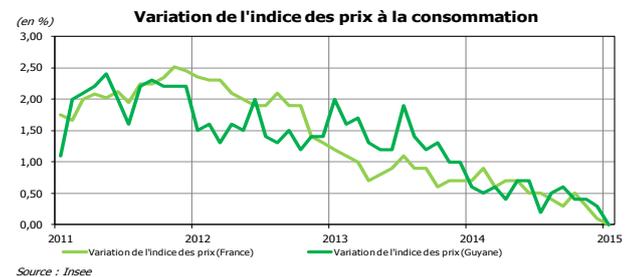
Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1^{er} mars 2015, le prix de vente au détail des carburants à 1,53 €/litre pour l'essence (+5 centimes) et 1,39 €/litre pour le gazole (+4 centimes). Les prix du carburant repartent donc à la hausse, après une baisse durant 6 mois consécutifs. Le prix de la bouteille de gaz s'établit à 19,91 € contre 20,26 € en janvier, soit une baisse de 35 centimes.



Prix à la consommation

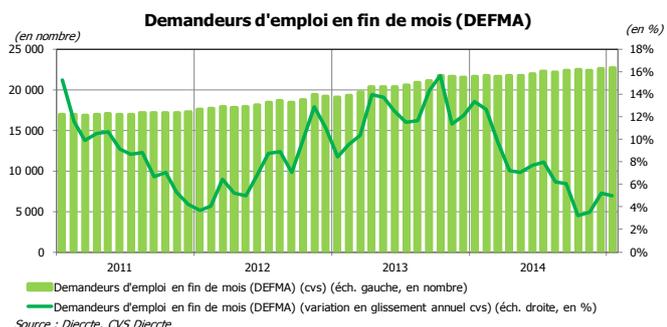
En janvier 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) diminue de 0,4 % après une hausse de 0,1 % en décembre 2014. Cette tendance s'explique par une baisse générale des prix hormis ceux de l'alimentation qui augmentent de 0,1 %. Sur un an, l'indice des prix stagne principalement en raison de la hausse des prix des services (+1,0 %), compensée par la baisse de ceux de l'alimentation (-0,4 %) et des produits manufacturés (-0,3 %). Sur le plan national, ainsi qu'à la Réunion, l'indice des prix enregistre une baisse respectivement de 0,4 % et de 1,2 %. On constate une tendance inverse en Guadeloupe (+0,1 %), en Martinique (+0,4 %) et à Mayotte (+0,2 %), où les prix sont à la hausse.



Emploi et salaires

En janvier 2015, 22 721 (CVS) demandeurs d'emplois de catégorie A étaient inscrits à Pôle emploi, soit une hausse de 0,2 % (CVS) sur le mois et de 5,0 % en glissement annuel (CVS).

Revalorisé de 0,8 % au 1^{er} janvier 2015, le montant mensuel du SMIC est désormais porté à 1 472,52 euros brut sur la base de 35 heures par semaine contre 1 445,38 euros en 2014. Au 31 décembre 2014, la masse salariale du secteur privé était de 227 019 036 € pour 30 293 salariés (+0,7 %, CVS), soit une hausse de 1,1 % (CVS) en glissement annuel. Le salaire mensuel moyen par tête était de 7 499 € (CVS).



La semaine de l'artisanat

La semaine nationale de l'artisanat qui se déroule du 13 au 20 mars a pour but de faire connaître les débouchés qu'offre l'artisanat. En Guyane, cette semaine de l'artisanat sera organisée autour de visites d'entreprises, de conférences débats et d'ateliers de réflexion. Les artisans dans leur grande diversité, de la plus traditionnelle à la plus moderne constituent la première entreprise de France. La Guyane compte 5 521 artisans, dont plus de la moitié (51,3 %) est concentrée dans le secteur du BTP avec 1 900 entreprises. Viennent ensuite les services concentrant 20,2 % des artisans, le secteur fabrication (15,2 %) et celui de l'alimentation (13,3 %). L'artisanat représente globalement plus de 10 000 emplois.

Spatial

A l'occasion de la visite officielle en Pologne du Premier ministre, Manuel Valls, Jean-Yves Le Gall, Président du CNES et Marek Banaszkiwicz, Directeur de la POLSA (Polish Space Agency), l'agence spatiale polonaise créée en 2014, ont signé jeudi 12 mars à Varsovie, un mémorandum d'entente visant à renforcer la coopération franco-polonaise dans le domaine spatial. Ce mémorandum permettra notamment d'envisager la mise en place de coopérations spatiales communes, dans un cadre bilatéral ou au sein des programmes réalisés dans le cadre de l'ESA ou de l'Union européenne. Actuellement, la coopération entre la France et la Pologne dans le domaine spatial porte principalement sur la mission TARANIS (Tool for the Analysis of RAdiation from lightNING and Sprites) développée par le CNES, pour détecter et étudier les phénomènes lumineux transitoires se produisant entre 20 km et 100 km d'altitude, et qui restent aujourd'hui encore très mal connus. TARANIS sera lancé cette année par un lanceur Vega.

Cette entente intervient au moment même où Arianespace obtient la certification ISO 50 001 au Centre spatial guyanais, fruit d'un partenariat avec EDF. Portant sur le « système de management de l'énergie » cette certification vise la réduction des consommations de l'énergie au travers de l'amélioration de la performance énergétique. Arianespace dont la facture d'électricité avoisinait les 3 millions d'euros par an est la première entreprise de Guyane à adopter cette démarche.

Convention de partenariat

Le 5 mars dernier, la Caisse des dépôts (CDC), l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE), le réseau Boutique de Gestion (BGE), Initiative France et l'Union des couveuses d'entreprises ont signé une convention de partenariat. L'objectif est d'encourager et de soutenir les très petites entreprises des départements d'Outre-Mer dans leur démarche de recrutement de leur premier salarié. La CDC engagera 2,3 millions d'euros chaque année jusqu'en 2017, avec un objectif final de 4 000 embauches dans les DOM grâce à ce dispositif. En plus du soutien financier, un appui administratif sera proposé aux TPE ultramarines par l'intermédiaire des 4 associations signataires. Ce programme, suppose un accompagnement en amont et en aval de la phase d'embauche. Celui-ci répond à un fort besoin d'impulser la création d'emplois dans les collectivités d'Outre-mer.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois		Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
	↓	↑						
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↓	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Janv-15	127,4	-[0,4%]	[0,0 %]	Insee
		↑	Prix administré du litre d'essence	Mars-15	1,53	[3,4%]	[-7,3%]	Préfecture/Dieccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Janv-15	22 701	[1,6%]	[4,9%]	Pôle emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Déc-14	8 197	[-0,2%]	[4,3%]	Pôle Emploi
		↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Janv-15	18 036	[3,8%]	[6,3%]	Caf
	CONSOMMATION	↓	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Janv-15	11,1 M€	-8,1%	-5,8%	Douanes
			Cumul	Févr-15	333	28,1%	22,8%	Somafi
		↑	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Cumul	604	9,6%	9,6%	Somafi
	INVESTISSEMENT	↓	Importations de biens d'équipement (BE) (3)	Janv-15	28,0 M€	-14,4%	-40,8%	Douanes
			Cumul	Févr-15	70	41,1%	14,7%	Somafi
↑		Ventes de véhicules utilitaires	Cumul	122	-11,4%	-11,4%	Somafi	
COMMERCE EXTERIEUR	↓	Exportations (3)	Janv-15	7,6 M€	-25,6%	-21,1%	Douanes	
		Cumul	Janv-15	7,6 M€	-21,1%	-21,1%	Douanes	
	↓	Importations (3)	Janv-15	82,8 M€	-15,2%	-46,7%	Douanes	
		Cumul	Janv-15	82,8 M€	-46,7%	-46,7%	Douanes	
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à Févr-15	1 tir (1 Vega)		1 tir à Févr-14	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à Févr-15	1 satellite		2 satellites	Arianespace
	BTP	↓	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Janv-15	5 442 tonnes	-1,0%	-12,1%	Ciments guyanais
			Cumul	Janv-15	5 442 tonnes	-12,1%	-12,1%	Ciments guyanais
	INDUSTRIE	↓	Exportations d'or en volume (3)	Janv-15	11 kilos	-86,1%	499,9%	Douanes
			Cumul	Janv-15	11 kilos	499,9%	499,9%	Douanes
		↓	Exportations d'or en valeur (3)	Janv-15	0,4 M€	-29,0%	20,4%	Douanes
		Cumul	Janv-15	0,4 M€	20,4%	20,4%	Douanes	
	↓	Cours de l'once d'or	Févr-15	1 150,75 \$	[-8,0%]	[-11,5%]	London Bullion Market Assoc./AFD	
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↑	Exportations de crevettes (3)	Janv-15	28 tonnes	102,7%	104,8%	Douanes
		Cumul	Janv-15	28 tonnes	104,8%	104,8%	Douanes	
↑		Exportations de poissons (3)	Janv-15	19 tonnes	18,7%	-11,2%	Douanes	
	Cumul	Janv-15	19 tonnes	-11,2%	-11,2%	Douanes		
TOURISME	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Janv-15	34 706	-2,3%	5,5%	CCIRG	
		Cumul	Janv-15	34 706	5,5%	5,5%	CCIRG	

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Encours de crédits : progression en 2014

En 2014, l'activité de financement gagne en dynamisme, l'encours sain de crédits s'établissant globalement à 8,1 milliards d'euros (+2,3 %, contre +0,2 % en 2013).

Ce regain est en grande partie imputable aux entreprises, dont l'encours progresse à 3,3 milliards d'euros (+3,2 %, contre -4,0 % en 2013), les crédits d'investissement augmentant sensiblement en 2014 (+5,4 %).

Avec 3,2 milliards d'euros à fin décembre, les ménages contribuent également à la croissance de l'encours sain, bien que le rythme de la progression ralentisse en 2014 (+0,8 %, contre +2,8 % en 2013).

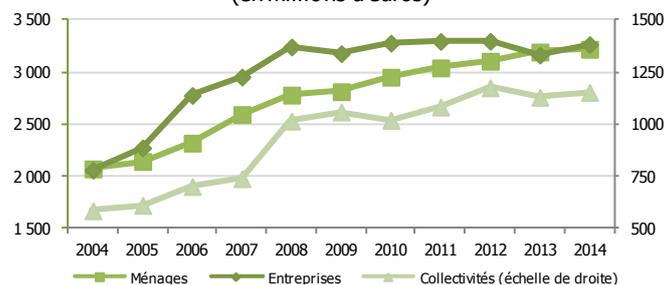
Les crédits accordés aux collectivités locales progressent (+2,1 %, contre -3,9 % en 2013) et atteignent 1,2 milliard d'euros à fin décembre 2014.

Doutoux : légère dégradation en 2014

Les créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement augmentent légèrement en 2014.

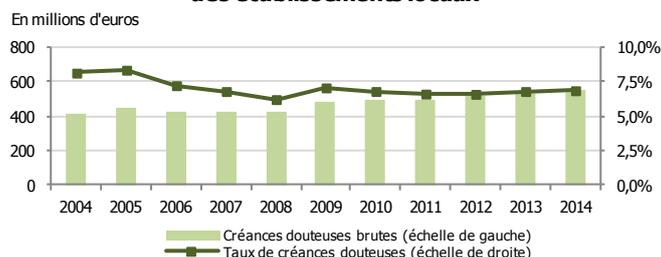
Elles s'élèvent à 0,5 milliard d'euros à fin décembre (+2,8 %, après +3,9 % en 2013) et le taux de créances douteuses atteint se dégrade à 6,9 % (+0,1 point sur un an).

Évolution des encours sains de crédits
(en millions d'euros)



Source : IEDOM - Surf

Évolution de l'encours douteux brut
des établissements locaux



Source : IEDOM - Surf

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Échanges extérieurs : hausse des importations en 2014

En 2014, les importations hors produits pétroliers sont en croissance (+2,2 %, à 1 926 millions d'euros), sous l'effet de la hausse des biens d'équipement mécaniques, électriques, électroniques et informatiques (+7,3 %), ainsi que des autres produits industriels (+2,4 %). Pour leur part, les exportations hors produits pétroliers stagnent en 2014 (+0,2 %, à 202 millions d'euros), en lien avec l'évolution contrastée des produits agricoles (+19,2 %) et des matériels de transport (-60,8 %).

Les échanges extérieurs de produits pétroliers sont marqués par le retour à un niveau normal de l'activité de la SARA, après l'arrêt technique dit de « régénération » de 2013. Les importations de produits pétroliers enregistrent une hausse modérée en 2014 (+1,5 %, à 777 millions d'euros), mais les importations de brut sont en hausse alors que les importations de produits raffinés se replient. À l'exportation, les produits pétroliers connaissent une hausse très sensible (+98,2 %, à 365 millions d'euros).

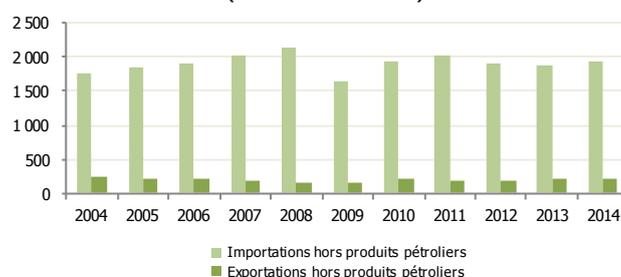
Globalement, les échanges extérieurs à la Martinique progressent en 2014, tant à l'importation (+47,0 %, à 2 703 millions d'euros) qu'à l'exportation (+47,0 %, à 567 millions d'euros).

Immatriculations : meilleure orientation en 2014

Les immatriculations de véhicules neufs sont en progression en 2014 (+2,6 %). Au total, 13 351 véhicules neufs ont été immatriculés, soit un niveau équivalent à celui de 2012. Cette hausse concerne aussi bien les véhicules particuliers neufs (VPN) (+2,1 %, avec 11 325 immatriculations), que les véhicules utilitaires neufs (VUN) (+5,8 %, avec 1 909 immatriculations).

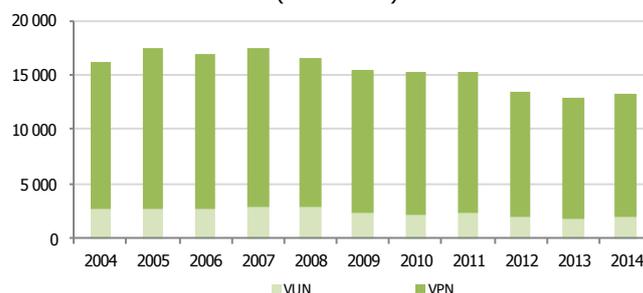
La part des véhicules français progresse légèrement avec 39,9 % des ventes de véhicules particuliers (+1,2 point), alors que la part des véhicules roulant au gazole se contracte (-3,7 points) pour atteindre 50,2 %, en lien avec l'arrivée des véhicules hybrides et les problématiques environnementales suscitées par les rejets atmosphériques du gazole.

Echanges extérieurs, hors services
(en millions d'euros)



Source : Douanes, calculs IEDOM

Immatriculations de véhicules neufs
(en nombre)



Source : AAA

Bouclier qualité-prix 2015 : effort de 2,8 % sur la liste des produits

Le Bouclier Qualité-Prix (BQP) est un dispositif annuel de modération des prix portant sur une liste de produits de consommation courante, négociée chaque année par l'État et les professionnels du secteur de la grande distribution. L'accord du 24 février 2015 arrête la nouvelle liste de produits, son prix maximum global et les commerces concernés. La liste des produits tient compte des observations formulées dans le cadre de l'Observatoire des prix, des marges et des revenus et affiche une volonté d'équilibre entre les marques nationales, les marques distributeurs et les produits locaux (33 % en 2015, contre 27 % en 2014).

En Martinique, l'accord de 2015 dispose que tous les établissements signataires d'une surface égale ou supérieure à 1 000 m² affichent la liste des 101 produits identifiés, dont le prix maximum global a été fixé à 350 euros (contre 360 euros précédemment, ce qui représente une baisse de 2,8 %). En outre, deux conventions complémentaires sont venues compléter l'accord pour les établissements de taille inférieure et les discounters.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Commerce régional : faiblesse des échanges

Hors produits pétroliers, les échanges extérieurs de la Martinique avec les pays de la région (Amériques et Caraïbe, hors DFA) restent embryonnaires et sont en baisse sur l'année 2014. Les exportations hors produits pétroliers vers les pays de la zone sont en recul de 3,1 % sur un an, représentant 5,3 millions d'euros (soit 0,9 % de la valeur totale des exportations martiniquaises). De même, les importations en provenance de la région reculent de 3,9 % sur un an et se situent à 95,6 millions d'euros (soit 3,5 % de la valeur totale des importations).

Globalement, avec les produits pétroliers les exportations régionales doublent (+97,4 % en 2014), représentant 11,9 % de la valeur totale des exportations martiniquaises (soit 67,4 millions d'euros). Dans le détail, les principaux destinataires sont l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud avec respectivement 6,9 % et 3,3 % de la valeur des exportations de l'île (soit 38,9 et 18,8 millions d'euros).

Les importations totales en provenance des pays de la région se replient de 26,5 % sur un an, représentant 13,1 % de la valeur des importations de la Martinique (soit 467 millions d'euros). Les principales régions d'origine sont l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud avec respectivement 8,3 % et 2,2 % de la valeur des importations (soit 225,7 et 58,9 millions d'euros).

Publication : parution d'une note sur la présence de la Chine dans la Caraïbe

Le département Études et Recherches de l'Agence française de développement (AFD) a publié une note sur la présence de la Chine dans la Caraïbe, réalisée dans le cadre d'un partenariat avec l'Institut des Amériques (IdA). Le document est disponible sur [le site de l'AFD](#).

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- janvier 2015	130,5	-0,3 %	+0,4 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- janvier 2015	44 154	+0,4 %	-2,3 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- décembre 2014	22 850	+1,8 %	+0,2 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- octobre 2014	42 021	+3,0 %	+4,8 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- décembre 2014	263,2	+18,4 %	+5,3 %
	Hors produits pétroliers	- décembre 2014	201,5	+34,9 %	+22,7 %
	Exportations (millions d'euros)	- décembre 2014	45,0	-3,6 %	+34,3 %
	Hors produits pétroliers	- décembre 2014	15,6	+0,4 %	+27,0 %
	Taux de couverture mensuel	- décembre 2014	17,1 %		+3,7 pts
	Hors produits pétroliers	- décembre 2014	7,7 %		-2,3 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- décembre 2014 - cumul annuel	67,7 581,1	+42,9 %	-8,8 % +3,0 %
Indicateurs de vulnérabilité (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- janvier 2015	15 963	+1,2 %	-6,1 %
	Personnes morales en interdiction bancaire	- janvier 2015	2 404	-0,3 %	-4,8 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : SAMAC)	Nombre de passagers (hors transit)	- décembre 2014	146 001	+39,7 %	-2,8 %
		- cumul annuel	1 624 500		+0,0 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- février 2015	54 316	+4,8 %	+39,8 %
		- cumul annuel	106 155		+33,4 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- décembre 2014	13 344	+2,9 %	+5,3 %
		- cumul annuel	182 265		+6,5 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- février 2015	691	-24,3 %	-1,4 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- février 2015	125	-26,9 %	-6,7 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)	- février 2015	1 900		+4,6 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

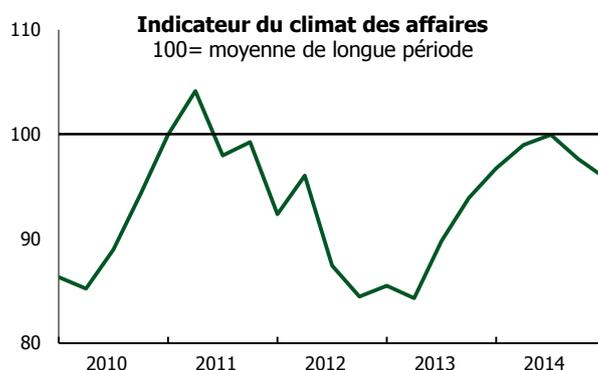
Après l'embellie, le climat des affaires s'essouffle

Au quatrième trimestre 2014, l'indicateur du climat des affaires (ICA) baisse de nouveau (-1,8 point), mais à un rythme moins marqué qu'au trimestre précédent (-2,3 points). Il s'établit désormais à 95,8 points, en dessous de sa moyenne de longue période, mais loin des points bas historiques.

Cette évolution valide l'inflexion mise en exergue le trimestre précédent (première baisse après cinq trimestres de hausse) et l'idée que l'embellie du contexte économique s'essouffle, après un probable excès d'optimisme.

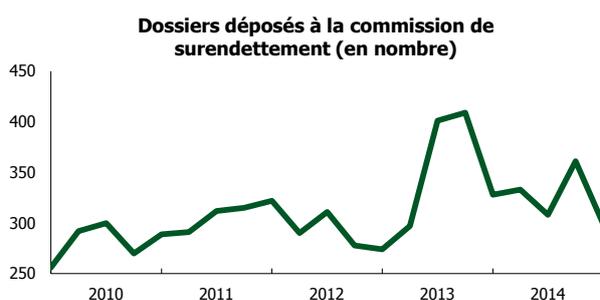
Malgré la persistance d'une certaine frilosité et d'un manque de visibilité, le contexte général est globalement favorable. La consommation des ménages est assez ferme, soutenue par la faiblesse de l'inflation. Les effets positifs de la Nouvelle route du littoral sur l'investissement deviennent davantage perceptibles.

La tendance conjoncturelle du 4^e trimestre 2014 est disponible sur [le site de l'IEDOM](#).



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Baisse du nombre de dossiers de surendettement au quatrième trimestre 2014



Source: IEDOM

Au quatrième trimestre 2014, le nombre de dossiers déposés devant la commission de surendettement baisse de 17,2 % rapport au troisième trimestre 2014.

Sur un an, le nombre de dossiers déposés s'inscrit en baisse de 9,3 %, après une année record en 2013 (1 435 dossiers contre 1 301 dossiers en 2014). 79 % des dossiers déposés ont été jugés recevables. La commission a ouvert une procédure de rétablissement personnel pour un quart d'entre eux.

Bonne orientation des indicateurs de vulnérabilité financière en 2014

En 2014, 21 700 personnes physiques sont interdites bancaire à La Réunion, soit un repli de 2,6 % sur un an. Le nombre d'incidents de paiement par chèque recule également de 3,1 %. Enfin, le nombre de retrait de carte bancaire baisse, lui aussi, de 13,0 %.

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Janvier 2015	129,9	0,0 %	-1,2 %
	IPC France entière		126,5	-1,0 %	-0,4 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Décembre 2014	27 708	-2,5 %	+3,4 %
	Cumul (milliers d'euros)		304 829	-	+6,7 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Décembre 2014	407,8	+3,0 %	+5,6 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Déc.	4 672,4	-	+4,8 %
	Exportations (millions d'euros)	Décembre 2014	38,8	+35,5 %	+24,6 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Déc.	284,4	-	-4,0 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Janvier 2015	135 830	+0,9 %	+1,8 %

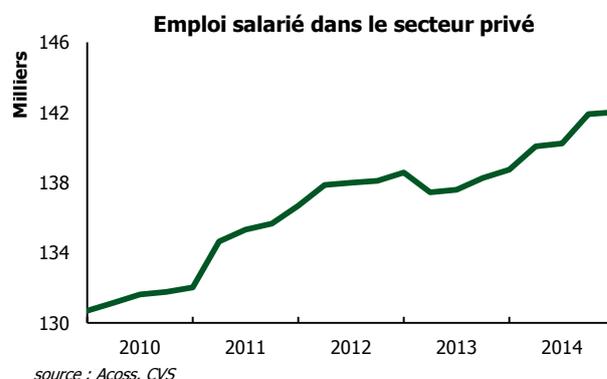
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Janvier 2015	262 622	+7,4 %	+7,1 %
	Cumul	cumul Janv.	262 622	-	+7,1 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	4 ^e trimestre 2014	224 800	+29,5 %	-5,8 %
	Cumul	cumul Déc.	748 700	-	-8,0 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Décembre 2014	22 347	-	-10,4 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Décembre 2014	279,0	-	-17,1 %
	Effectifs salariés du BTP	Décembre 2014	15 474	-2,0 %	+0,7 %

Hausse de l'emploi dans le secteur privé en 2014

Selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), l'emploi dans le secteur privé augmente légèrement (+0,1 %, CVS) au quatrième trimestre 2014, après +1,2 % au troisième trimestre. Au niveau national, les effectifs diminuent de 0,1 %.

Sur un an, Les effectifs salariés progressent de 2,4 % en 2014 contre +0,1 % en 2013. La masse salariale dans l'île est également bien orientée, avec une hausse de 4,6 % (contre +1,2 % en France entière).



Signature de l'accord annuel de modération des prix pour 2015

Dominique SORAIN, préfet de la région Réunion, a présenté le 20 février 2015 le bilan du Bouclier Qualité-Prix pour l'année 2014 et la nouvelle liste des produits sélectionnés pour l'année 2015. En 2014, 69 produits ont connu une hausse de leurs ventes, 9 sont restés stables et 38 produits ont vu leurs ventes baisser.

Par rapport à la liste précédente, un effort a notamment été consenti par toutes les parties pour accentuer la qualité nutritionnelle et proposer des produits locaux dans le Bouclier 2015. La liste compte désormais 107 produits, dont 47 % de produits locaux. Le prix global maximum autorisé de cette liste, toutes taxes comprises, est fixé à 292 €.

La liste des produits sélectionnés et le dossier de présentation sont disponibles sur le [site de la Préfecture](#).

Accès à l'emploi, première inégalité entre les femmes et les hommes à La Réunion

Les inégalités entre les femmes et les hommes pour l'accès à l'emploi sont très fortement marquées : seulement une femme sur deux en âge de travailler possède un emploi contre deux hommes sur trois. Ces inégalités affectent tout particulièrement les moins diplômés, plus nombreux que dans les autres régions. Les femmes sont pourtant désormais plus diplômées que les hommes, et deux fois moins en situation d'illettrisme. La parentalité, plus fréquente et plus précoce à La Réunion, sont des facteurs explicatifs de l'éloignement des femmes du marché du travail et creuse les écarts femmes-hommes.

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Production fruitière à La Réunion : des exploitations très variées, produisant plus de 40 espèces différentes de fruits

La Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF) de La Réunion a publié une analyse sur la production fruitière à La Réunion, sur la base du Recensement Agricole 2010. La production locale de fruits, avec plus de 40 espèces différentes, couvre environ 70 % des besoins alimentaires en frais, mais seulement 5 % des besoins pour la transformation. Ces cultures s'étendent sur plus de 2 700 ha, soit 6 % de la surface agricole utile. Les deux tiers du verger sont détenus par des exploitations spécialisées en fruits.

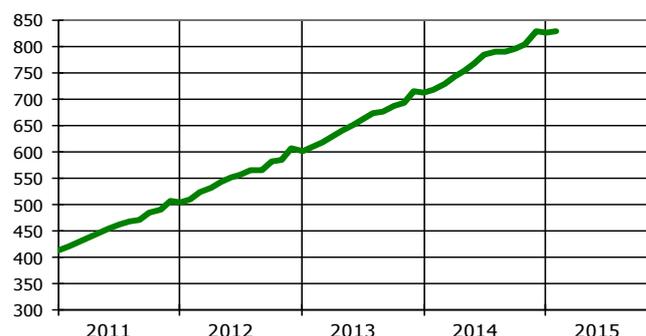
L'étude est disponible sur le [site de l'Agreste Réunion](#).

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes de billets

En février 2015, les émissions nettes de billets ont augmenté de 2,8 millions, après une baisse de 2,4 millions le mois précédent, et s'établissent à 829,4 millions d'euros. Le nombre de billets émis en février (15,0 millions) est constitué à 72,2 % par la coupure de 50 € (qui représente 65,4 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La hausse de l'émission nette ayant été plus marquée en valeur qu'en nombre, la valeur moyenne du « billet circulant » dans l'île s'est donc appréciée de 18 centimes pour s'établir à 55,2 € au 28 février 2015.

Émissions nettes cumulées de billets



Source : IEDOM

Tendances conjoncturelles du quatrième trimestre 2014 : un climat des affaires volatil

L'IEDOM Mayotte a publié les Tendances conjoncturelles du quatrième trimestre 2014. L'Indicateur du climat des affaires (ICA) augmente de 4,1 points pour se situer au-dessus de sa moyenne de longue période (+3,2 points). L'amélioration de l'ICA s'explique entièrement par les réalisations globales du quatrième trimestre, tandis que l'orientation défavorable des perspectives pour le premier trimestre 2015 y contribue négativement. Ainsi, l'opinion des chefs d'entreprise sur les délais de paiement, le niveau de la trésorerie, les prix et les effectifs s'améliore. L'investissement est la seule variable prévisionnelle qui bénéficie d'une bonne orientation et qui participe donc à l'augmentation de l'ICA. En revanche, la perception des entrepreneurs sur leur activité est dégradée, à la fois pour le dernier trimestre 2014 et le premier trimestre 2015.

[Les tendances conjoncturelles du quatrième trimestre 2014 sont disponibles sur le site de l'IEDOM.](#)

Le tourisme à Mayotte : un potentiel de développement limité à réaliser

L'IEDOM Mayotte a également publié la note expresse *Éclairage* intitulée « *Le tourisme à Mayotte : un potentiel de développement limité à réaliser* ». Outre la description de l'activité touristique relative à son poids dans l'économie mahoraise et à son évolution entre 2002 et 2013, la note analyse également les potentialités de développement et les perspectives offertes au secteur. Considéré depuis de nombreuses années comme un secteur potentiel et prioritaire de développement, le tourisme reste encore une activité peu importante dans l'économie de l'île comme en témoigne sa faible contribution à la formation du Produit intérieur brut (PIB) ou aux échanges extérieurs. L'analyse des avantages comparatifs et des obstacles à l'essor d'une industrie touristique à Mayotte conduit à s'interroger sur le poids réel de ce secteur dans l'économie départementale, la pertinence du cadre stratégique existant, l'efficacité de l'action de la puissance publique et ses principaux axes de développement.

[La note sur le tourisme est disponible sur le site de l'IEDOM.](#)

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Les prix augmentent légèrement en janvier

L'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,1 % en janvier. La progression des prix des services (+1,8 %), qui porte principalement l'accroissement de l'IPC, n'est que partiellement compensée par la diminution des prix de l'énergie (-3,7 %), de l'alimentation (-0,7 %) et des produits manufacturés (-0,1 %).

En glissement annuel, l'IPC croît également de 0,2 %, sous l'impulsion de l'augmentation des prix des services (+1,9 %) et de l'alimentation (+1,8 %). En revanche, les prix de l'énergie se contractent sensiblement (-7,0 %) tandis que ceux des produits manufacturés enregistrent un recul plus modéré (-1,9 %).



Le chômage progresse malgré l'augmentation de l'emploi

L'INSEE Mayotte a publié les résultats de l'enquête emploi réalisée en 2014. Si une augmentation du taux d'activité (42,6 %, soit +2,5 points) et de l'emploi (35,5 %, soit +1,7 point) est relevée, ces dernières s'accompagnent également d'une légère montée du taux de chômage (19,6 %, soit +0,6 point). Ainsi, les créations d'emploi demeurent insuffisantes pour absorber l'arrivée de nouveaux actifs sur le marché du travail. Bien que 3 000 personnes supplémentaires se déclarent en emploi sur l'île, 1 100 actifs inoccupés s'ajoutent au nombre de chômeurs qui s'établit désormais à 10 500 personnes.

[L'enquête emploi 2014 est disponible sur le site de l'INSEE.](#)

EDM lance la labellisation RGE à Mayotte

Dans le contexte d'une demande énergétique croissante qui appelle à prendre en considération la problématique de la maîtrise de l'énergie, Electricité de Mayotte (EDM), en partenariat avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et la Chambre des métiers et de l'artisanat (CMA), s'engage auprès de 14 entreprises mahoraises du bâtiment dans une démarche de

labellisation RGE (Reconnu garant en environnement). Intitulé le « Club 14 », ces entreprises ont débuté la première séance de formation au mois de février et devraient être en mesure d'être labellisées RGE le 1^{er} octobre 2015. L'enjeu étant la maîtrise de l'énergie, les entreprises sélectionnées auront acquis, au terme de la démarche, des connaissances sur les technologies du bâtiment, neuf et existant, permettant d'apporter des solutions performantes. Avec la reconnaissance RGE, elles pourront également proposer de nouvelles offres à leurs clients et leur faire bénéficier d'aides financières.

Inauguration du collège de Kwalé

Le nouveau collège de Kwalé a ouvert ses portes le lundi 2 février et a été inauguré officiellement le vendredi 6 février. Prévu pour une capacité maximale de 1 200 élèves, l'établissement n'est ouvert que partiellement et n'accueille que des classes de 6^e et 5^e, soit la moitié des effectifs prévus, en attendant la fin des travaux. Le collège accueillera les classes de 4^e et 3^e, et fonctionnera donc de manière complète, à compter de la rentrée 2015. Il reçoit des élèves en provenance des collèges de Passamainty et de Dombéni, permettant ainsi d'équilibrer les effectifs dans ces établissements scolaires.

Mise en valeur des produits mahorais

Animé par la volonté de mettre en avant le talent et les produits des artisans locaux, le Comité départemental du tourisme de Mayotte (CDTM) a mis en place une exposition permanente dans le hall d'accueil de son bâtiment. La manifestation a débuté le 28 février et se renouvèlera tous les derniers samedis du mois. La volonté est d'offrir aux artisans une vitrine d'exposition permanente qui constitue également un lieu de passage fréquent des touristes. Le CDTM a ainsi identifié 27 adhérents qui participeront aux expositions tout au long de l'année, répartis en 6 secteurs d'activité variés dont la peinture, la photographie, la vannerie, la broderie et l'agriculture. Chaque artisan pourra exposer deux fois dans l'année, avec une durée d'exposition permanente de quatre semaines et l'obligation de présenter des produits différents à chaque participation.

Parallèlement, une délégation mahoraise a participé au salon international de l'agriculture qui s'est tenue à Paris du 21 février au 1^{er} mars. La manifestation a permis à huit producteurs de présenter diverses spécialités de produits agroalimentaires et cosmétiques issues de la production locale.

Journée internationale des langues maternelles

À l'occasion de la journée internationale des langues maternelles, l'association SHIME a organisé plusieurs événements le week-end du 20 au 22 février 2014. Outre les diverses manifestations culturelles tenues, l'occasion a surtout permis de relancer le débat sur l'introduction des langues vernaculaires (kibushi et shimaoré) dans l'enseignement à Mayotte. En effet, les langues maternelles des élèves mahorais sont aujourd'hui totalement absentes du système scolaire où seul le français y est enseigné. L'association SHIME organise ainsi un plaidoyer depuis plusieurs années pour la prise en compte du kibushi et du shimaore dans les écoles maternelles et primaires afin de faciliter l'apprentissage de la lecture dès les premières années de la scolarité des enfants.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	janv-15	118,5	0,2%	0,2%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	déc.-14	10 231	2,2%	56,7%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles déc.-14	35 477	-8,8%	14,3%
	(hors hydrocarbures)	cumulées déc.-14	470 016	-	7,6%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles déc.-14	379	-20,0%	31,6%
		cumulées déc.-14	7 249	-	18,9%
	Taux de couverture	mensuel déc.-14	1,07%	2,03 pt	0,14 pt
		cumulé déc.-14	1,54%	0,22 pt	0,15 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aérien (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels déc.-14	614	63,7%	21,1%
		cumulés déc.-14	5 601	-	19,8%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels déc.-14	29 589	54,7%	7,7%
		cumulés déc.-14	301 226	-	3,2%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels déc.-14	19,5	-24,5%	-24,6%
		cumulés déc.-14	342,7	-	-1,9%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles déc.-14	1 727	-90,4%	-82,8%
		cumulées déc.-14	76 649	-	-11,1%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)	déc.-14	40 682	0,2%	2,3%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée déc.-14	273 703	-	5,1%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle déc.-14	11 487	14,9%	16,8%
		cumulée déc.-14	122 005	-	5,4%
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles déc.-14	227	23,4%	4,1%
		cumulées déc.-14	2 619	-	10,7%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels déc.-14	845	23,4%	18,7%
		cumulées déc.-14	9 488	-	7,5%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :				
	- en tonnes	mensuelles déc.-14	2,9	253,6%	-
		cumulées déc.-14	14,5	-	-76,9%
	- en milliers euros	mensuelles déc.-14	28,4	278,8%	-
		cumulées déc.-14	150,0	-	-69,0%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	0,05%	date d'effet	10/09/2014
Taux de la facilité de prêt marginal		0,30%		10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt		-0,20%		10/09/2014

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/15)					
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 27/02/13	1,00%	1,00%	1,50%	2,00%	0,75%

* hors prime d'Etat

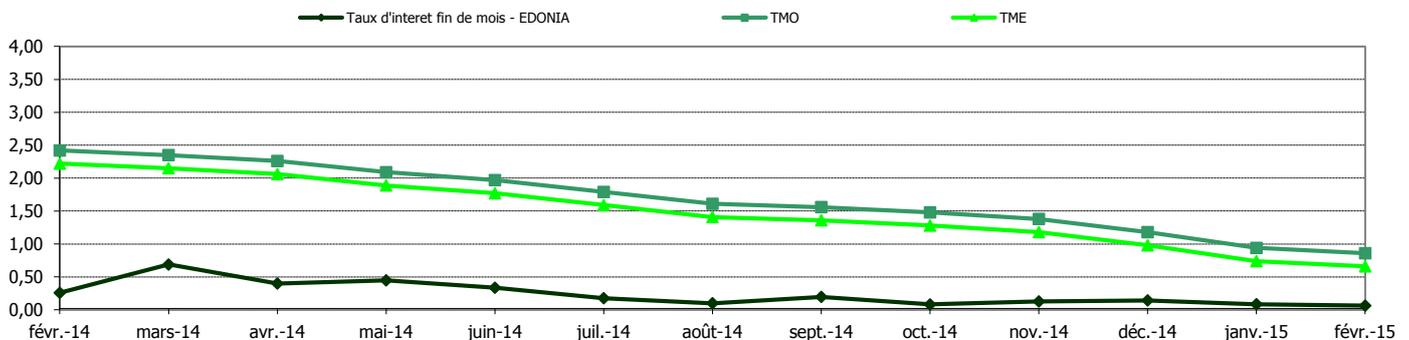
Taux d'interet fin de mois - EONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Novembre	Décembre	Janvier	Février	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1280%	0,1440%	0,0860%	0,0640%	-0,0050%	0,0390%	0,1100%	0,2330%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Novembre	Décembre	Janvier	Février	Novembre	Décembre	Janvier	Février
1,18%	0,98%	0,74%	0,66%	1,38%	1,18%	0,94%	0,86%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} janvier 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,57%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,65%
Prêts à taux variable	4,15%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,35%
Prêts-relais	4,92%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,25%
Autres prêts		Découverts en compte	13,27%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,25%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	3,87%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,37%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,21%	Découverts en compte	13,27%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

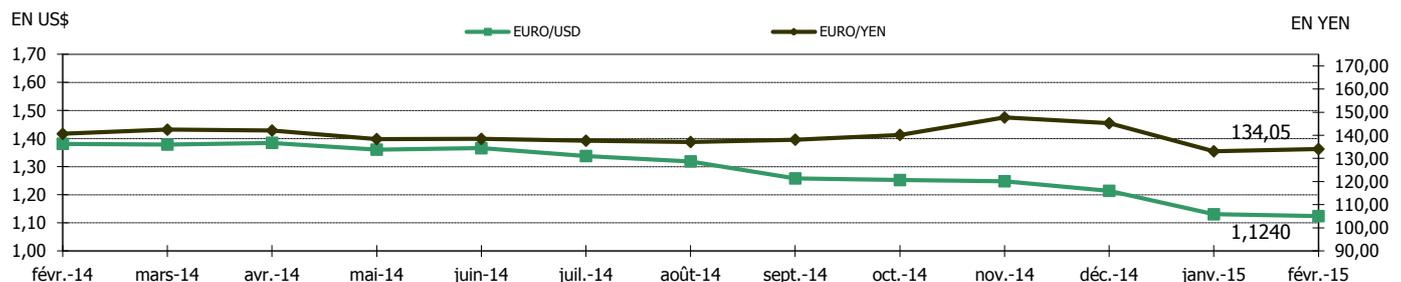
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,1240	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,0684	EURO/SRD (Surinam)	3,6937
EURO/JPY (Japon)	134,0500	EURO/BWP (Botswana)	10,7939	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,0036
EURO/CAD (Canada)	1,3995	EURO/SCR (Seychelles)	15,7417	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,1453
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7278	EURO/MUR (Maurice)	37,7209	EURO/BBB (La Barbade)	2,2386
EURO/SGD (Singapour)	1,5289	EURO/BRL (Brésil)	3,2579	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,1022
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,7167	EURO/VEF (Vénézuéla)	7,0428	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3201,5441	EURO/XCD (Dominique)	3,0222	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé en mars 2015 - Dépôt légal : mars 2015 - ISSN 1284-4438